

2 novembre 2010

*Projet de lettre au Président de la République.*

Monsieur le Président de la République,

Vous m'avez proposé de vous faire part, par écrit, de mon avis sur la deuxième séquence de votre quinquennat, notamment à propos de Matignon.

Je vous en remercie et vous confie ma pensée dans la sincérité la plus exigeante, comme m'en fait obligation mon « devoir d'Etat ».

S'agissant de la personne susceptible de remplir les conditions pour devenir votre premier ministre, c'est la question essentielle de la « confiance » qui me semble pouvoir le mieux guider votre choix.

Pour ce qui me concerne, je vous ai dit que je m'accommoderai de votre décision sans état d'âme.

Si vous décidiez de me renouveler votre confiance, je crois de mon plus impérieux devoir de vous décrire les modalités qui, seules, selon moi, garantissent une optimisation de la gouvernance publique que les Français attendent de nous.

Ainsi, je considère comme essentiel et déterminant le retour à une pratique institutionnelle plus conforme à l'esprit et à la lettre de notre constitution, non modifiée, sur ce point, lors de notre dernière révision.

Le Premier ministre doit donc désormais, sans ambiguïté dans la forme comme sur le fond, être le Chef réel du Gouvernement. Les ministres doivent être placés sous son autorité directe et s'y soumettre par écrit au moment de leur nomination.

Le chef du Gouvernement doit nommer aux emplois civils et militaires.

C'est le Gouvernement qui doit déterminer et conduire la politique de la Nation sous l'impulsion et dans le respect des orientations stratégiques définies par le Chef de l'Etat.

Le Gouvernement doit pouvoir engager sa propre responsabilité devant l'Assemblée Nationale sur la base d'une déclaration de politique générale.

Le Premier ministre doit être le chef de l'administration de l'Etat, responsable principal des relations avec les administrations de protection sociale et avec les Collectivités Locales, afin de pouvoir être garant du respect de nos engagements européens en matière de surveillance multilatérale.

Le retour à cet équilibre institutionnel me semble d'autant plus utile que vous aurez à assurer la présidence du G8 et du G20, qui constitue un rendez-vous crucial pour la remise en ordre des affaires du monde, après la pire crise que nous ayons connue depuis 1927.

Je saurais parfaitement comprendre que ces modalités n'aient pas votre faveur. Elles restent cependant pour moi fondatrice d'un nouveau pacte de gouvernance d'une France moderne, dynamique, en ordre de bataille pour relever les défis qui lui sont lancés.

Dans l'hypothèse où vous souhaiteriez, ce qu'encore une fois je saurais comprendre, effectuer un autre choix, où si la confiance venait à être rompue entre nous, je reprendrais alors le cours de ma vie publique en me préparant au rendez-vous de la présidentielle de 2012, car rien ne serait plus "Gaulliste" que faire trancher par le Peuple la bonne lecture de nos institutions. Ce rendez-vous ne doit surtout pas être manqué, il devra donc répondre au plus près à l'attente des Français. Si l'opinion publique manifestait le souhait que je porte, dans cette circonstance, les idées qui fondent mon engagement, je ne me déroberais pas. Si je n'étais pas au second tour, ma loyauté serait bien entendue totale.

Cet échange dépasse nos personnes. Il est une maille dans le tissu politique et institutionnel de notre grand pays, aussi je veillerai à ce qu'il soit versé aux archives afin que les générations à venir sachent que les dirigeants politiques de la période d'histoire de la France que nous écrivons, ne s'accrochent pas, à leur discrétion, des institutions héritées de la 5<sup>ème</sup> République. Et qu'ils s'en sont remis humblement au Peuple pour en juger.

Veillez croire, Monsieur le Président de la République, à l'assurance de mes sentiments respectueux.